

**AVENANT MODIFICATIF N°2 A LA**  
**CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT**  
**CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL**

**2004 – 2006**

**CONCLUE ENTRE**

**L'ETAT**

**(Ministère de la culture et de la communication**  
**- Préfecture de Région Corse**  
**- Direction régionale des affaires culturelles**  
**de Corse)**

**LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE**

**ET**

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE**

Vu la convention de développement cinématographique et audiovisuel 2004-2006 et son avenant modificatif n°1 entre l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles de Corse), le Centre national de la cinématographie et la Collectivité Territoriale de Corse signée le 2 décembre 2004 ;

**L'État**, représenté par le Préfet de la Région Corse, Préfet de la Corse du Sud, Monsieur Michel DELPUECH, ci-après désigné « l'Etat »,

**Le Centre national de la cinématographie**, représenté par sa Directrice générale, Madame Véronique CAYLA, ci-après désigné « le CNC »,

**ET**

**La Collectivité Territoriale de Corse**, représentée par son Président, Monsieur Ange SANTINI,

**CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 – Objet de l'avenant modificatif n°2 à la convention de développement cinématographique et audiovisuel**

Le présent avenant à la convention de développement cinématographique et audiovisuel conclue entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de Région Corse - Direction régionale des affaires culturelles de Corse), le Centre national de la cinématographie et la Collectivité Territoriale de Corse a pour objet de modifier dans ladite convention :

- les visas et les références faites aux textes applicables ;
- l'article 3 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 4 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 5 du chapitre 1 du Titre I ;
- l'article 6 du chapitre 2 du Titre I ;
- l'article 7 du chapitre 3 du Titre I ;
- l'article 8 du chapitre 4 du Titre I.

**ARTICLE 2 – Modification des visas de la convention et des références faites aux textes applicables**

I. Au quatrième alinéa du préambule, les mots « à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales » sont remplacés par les mots « à l'article L1511-1 du Code général des collectivités territoriales »

II. Les visas et considérants sont remplacés par les visas et considérants suivants :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1 à L1511-7 ;

Vu le Code de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie audiovisuelle ;

Vu le décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie des programmes audiovisuels ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret du 24 juin 2005 portant nomination de la directrice générale du Centre national de la cinématographie ;

Vu la décision du 18 octobre 2005 de la Directrice générale du CNC portant délégation de signature ;

Vu la délibération n° ..... du ..... du Conseil régional instituant le fonds régional d'aide à la production cinéma et audiovisuel, et notamment son règlement ;

Vu la délibération n° ..... du ..... du Conseil régional autorisant son Président à signer le présent avenant ;

Considérant la communication du 26 septembre 2001 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des Régions concernant certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles ;

Considérant la communication du 16 mars 2004 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions sur le suivi de la communication de la Commission sur certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles du 26 septembre 2001 ;

Considérant la circulaire NOR/LDL/B/04/10074/C du 10 septembre 2004 du Ministre de l'Intérieur (Direction générale des collectivités territoriales) relative à l'entrée en application de la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Considérant la circulaire n° 249240 du 3 mai 2002 du Ministre de la culture et de la communication relative aux aides à la production cinématographique et audiovisuelle ;

### **ARTICLE 3 – Modification de l'article 3 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif à l'aide à la création cinématographique et audiovisuelle**

Le dernier alinéa de l'article 3 est supprimé.

### **ARTICLE 4 – Modification de l'article 4 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif aux aides à l'écriture, au développement**

I. Au premier alinéa du paragraphe concernant les aides à l'écriture, les mots « un projet d'écriture » sont remplacés par « un synopsis ou un projet de scénario ».

II. Au paragraphe concernant les aides au développement, la seconde phrase est ainsi rédigée : « Elles sont accordées à une société de production cinématographique autorisée, à une société de production audiovisuelle, voire à une association pour certains projets audiovisuels ».

III. A la fin de l'article 4 sont ajoutés les paragraphes suivants :

« En 2006, la Région s'engage à poursuivre et développer son effort financier en faveur de l'écriture, du développement.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le CNC accompagnera financièrement l'effort de la Région par une subvention forfaitaire globale annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître l'intervention financière de la Région dans ce domaine » ;

IV. Au paragraphe concernant la convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe »

#### **ARTICLE 5 – Modification de l'article 5 du chapitre 1 du titre I de la convention relatif aux aides aux courts métrages de fiction, de documentaire et d'animation, de vidéo-art et aux œuvres multimédia**

I. Au début de l'article, sont insérés les alinéas suivants :

« En 2006, la Région s'engage à fixer son apport propre au fonds régional d'aide au court métrage à un niveau au moins égal à celui de 2005.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le CNC accompagnera l'effort de la Région par une subvention annuelle, versée à la Région, et destinée à accroître son intervention dans ce domaine.

En 2006, l'intervention financière du CNC sera calculée sur la base de 1 euro du CNC pour 2 euros engagés par la Région. Cependant, seuls les courts métrages bénéficiant d'une aide de la Région égale ou supérieure à quinze mille euros (15 000 €) seront comptabilisés pour le calcul de la participation du CNC, qui ne pourra excéder trois cent mille euros (300 000 €) par Région.

La Région s'engage à prendre toutes les dispositions pour que l'augmentation des aides au court métrage bénéficie à l'emploi et au respect de la législation sociale. »

II. Au paragraphe concernant la convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe ».

#### **ARTICLE 6 – Modification de l'article 6 du chapitre 2 du titre I de la convention relatif à l'aide à la production de longs métrages de cinéma**

I. La phrase concernant l'éligibilité est rédigée comme suit :

« Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée de plus de 60 minutes, pour lesquelles la société de production bénéficie de l'agrément des investissements ou de l'agrément de production délivré par le CNC, et dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées satisfaisantes par le comité de lecture.

Les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région »

II. Dans le paragraphe *Montant de l'aide*, il est ajouté l'alinéa suivant :

« Afin d'améliorer le financement des films de long métrage, la Collectivité Territoriale de Corse fera ses meilleurs efforts pour que l'aide minimum par projet en 2006 soit au moins égale à cent mille euros (100 000 €) pour les longs métrages de fiction et d'animation et au moins égale à cinquante mille euros (50 000 €) pour les longs métrages documentaires ».

III. Dans le paragraphe Convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe ».

#### **ARTICLE 7 – Modification de l'article 7 du chapitre 3 du titre I de la convention relatif à l'aide à la production de téléfilms et documentaires.**

I. Dans le paragraphe *Montant de l'aide*, sont ajoutés les alinéas suivants :

« Afin d'améliorer le financement des œuvres audiovisuelles, la Collectivité Territoriale de Corse fera ses meilleurs efforts pour que l'aide minimum par projet en 2006 soit au moins égale à :

- soixante-quinze mille euros (75 000 €) pour un téléfilm de fiction de 90 minutes ;
- quinze mille euros (15 000 €) pour un documentaire de 52 minutes ;
- dix mille euros (10 000 €) pour un documentaire de 26 minutes ».

II. Dans le paragraphe Convention, le mot « stipule » est remplacé par le mot « fixe ».

#### **ARTICLE 8 – Modification de l'article 8 du chapitre 4 du titre I de la convention relatif au rappel du cadre juridique communautaire**

Le second alinéa est rédigé comme suit :

« Il s'agit des aides aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles apportées par le CNC, accordées au titre d'un compte spécial du Trésor intitulé " Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale", alimenté par des taxes perçues sur les billets d'entrée dans les salles de cinéma, sur les services de télévision, et sur la vente et la location des vidéogrammes. Leurs modalités d'attribution font l'objet des principaux textes suivants : le décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie audiovisuelle ; le décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie des programmes audiovisuels ; le décret n° 99-130 modifié du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique. »

Le présent avenant modificatif est signé à Ajaccio  
en six exemplaires originaux, le .....

Pour la Collectivité Territoriale de Corse  
le Président du Conseil Exécutif de la  
Collectivité territoriale de Corse

Pour l'État,  
le Préfet de la Région Corse  
Préfet de la Corse du Sud

Ange SANTINI

Michel DELPUECH

Pour le Centre national  
de la cinématographie,  
la Directrice générale

Le Chef de Mission  
de Contrôle général

Véronique CAYLA

Marie-Françoise RIVET